

INSTRUCTION N° 73-60 - B 1
du 13 Avril 1973

CLASSEMENT

B 1

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° du

CONTROLE DES AGENTS NON TITULAIRES DE L'EQUIPEMENT
REMUNERES SUR CREDITS DE TRAVAUX

DOCUMENT A ANNOTER

Instruction n° 73-27 - B 1 du 20 février 1973.

L'instruction n° 73-27 - B 1 du 20 février 1973 a porté à la connaissance des comptables une circulaire du 5 janvier 1973 du Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement, du Logement et du Tourisme. Cette circulaire organisait un recensement au 31 décembre 1972 des agents non titulaires rémunérés sur crédits de travaux et affectés à des tâches administratives et interdisait aux Services extérieurs tout nouveau recrutement d'agents de niveau C et D entraînant une augmentation du contingent recensé à cette date.

Sans attendre l'issue des discussions actuellement en cours entre les deux Départements, le Ministère de l'Equipement a adressé à ses Services extérieurs une nouvelle circulaire en date du 15 mars 1973, dont le texte est reproduit en annexe.

L'interdiction de recrutement précité y est rappelée. Il est, en outre, précisé que tout recrutement de personnel de niveau A et B devra être soumis à l'accord de l'Administration centrale et visé par le Contrôleur financier central.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION

GT

36

RGP

PGT

TPG

DOM

INSTRUCTION
N° 73-60 - B 1
du
13 avril 1973.

Sans préjudice des instructions qui leur seront données ultérieurement sur l'organisation définitive du contrôle des emplois de l'ensemble des personnels rémunérés sur crédits de travaux, les comptables devront, dès à présent :

- en tant que contrôleurs financiers locaux, donner un avis défavorable à tout projet de recrutement de personnel de niveau A ou B qui leur serait soumis à l'échelon local ;
- en tant que comptables payeurs, rejeter tout mandat de paiement relatif au traitement d'agents de niveau A et B recrutés après le 15 mars 1973 et pour lesquels ne serait pas produite l'autorisation du Ministère de l'Equipement visée par le Contrôleur financier central.

Il sera immédiatement rendu compte de ces avis défavorables ou de ces rejets à la Direction, sous le timbre du Bureau C 3.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique :

Le Sous-Directeur,

PAUL GUERRIER.

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE,
DE L'ÉQUIPEMENT,
DU LOGEMENT ET DU TOURISME

DIRECTION DU PERSONNEL
ET DE L'ORGANISATION DES SERVICES

Sous-direction
de la gestion du personnel.

PO/GP

ANNEXE
à l'instruction n° 73-60 - B 1
du 13 avril 1973.

INSTRUCTION N° 73-60 - B 1 du 13 avril 1973.

LE MINISTRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,
DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT ET DU TOURISME

à

MESSIEURS LES DIRECTEURS ET CHEFS DE SERVICE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE (pour information),
MESSIEURS LES INSPECTEURS GÉNÉRAUX CHARGÉS D'UNE CIRCONSCRIPTION D'INSPECTION TERRITORIALE. — SERVICES ORDINAIRES ET SERVICES SPÉCIALISÉS,
MONSIEUR LE CHEF DU SERVICE TECHNIQUE CENTRAL DES PORTS MARITIMES ET VOIES NAVIGABLES,
MONSIEUR LE CHEF DE SERVICE DES PHARES ET BALISES,
MESSIEURS LES CHEFS DE SERVICES RÉGIONAUX DE L'ÉQUIPEMENT,
MESSIEURS LES DIRECTEURS DÉPARTEMENTAUX DE L'ÉQUIPEMENT,
MESSIEURS LES DIRECTEURS DE PORT AUTONOME, CHEFS D'UN SERVICE MARITIME,
MESSIEURS LES CHEFS DES SERVICES DE NAVIGATION,
MESSIEURS LES CHEFS DES SERVICES MARITIMES DE BOULOGNE, CALAIS ET DU LANGUEDOC - ROUSSILLON,
MONSIEUR LE CHEF DU LABORATOIRE CENTRAL DES PONTS ET CHAUSSÉES,
MONSIEUR LE CHEF DU SERVICE D'ÉTUDES TECHNIQUES DES ROUTES ET AUTOROUTES,
MESSIEURS LES CHEFS DES SERVICES SPÉCIAUX DES BASES AÉRIENNES,
MESSIEURS LES DIRECTEURS DES CENTRES D'ÉTUDES TECHNIQUES DE L'ÉQUIPEMENT,
MESSIEURS LES CHEFS DES CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE,
MONSIEUR LE CHEF DU CENTRE DE PERFECTIONNEMENT DE MONTPELLIER.

O B J E T : Recrutement de personnels non titulaires rémunérés sur des crédits de travaux et affectés à des tâches administratives ou techniques de niveau A et B.

Référence : Lettre-circulaire PO/ST 2 du 5 janvier 1973.

La circulaire du 5 janvier 1973 relative à l'officialisation par le collectif 1972 de 3.000 agents non titulaires rémunérés sur crédits de travaux et affectés à des tâches administratives de niveau C et D a interdit de procéder à de nouveaux recrutements entraînant une augmentation du contingent d'agents de ces catégories dont vous disposiez au 31 décembre 1972, quels que soient le mode de rémunération des intéressés et l'origine des crédits servant de support à leur rémunération.

INSTRUCTION
N° 73-60 - B 1
du
13 avril 1973.

Bien qu'une interdiction de cette nature, qui constitue la contrepartie des mesures de stabilisation accordées, ne vise pas les personnels de niveau A et B, j'ai néanmoins décidé, pour éviter toute ambiguïté sur les classifications des personnels non titulaires, de subordonner désormais tout recrutement de personnel de niveau A et B à mon accord préalable.

Il vous appartiendra, avant de me transmettre de telles demandes de recrutement, de recueillir l'avis de l'Inspecteur général territorialement ou fonctionnellement compétent.

Les autorisations de recrutement acceptées seront revêtues de l'avis du Contrôleur financier central.

Fait à Paris, le 15 mars 1973.

Pour le Ministre et par délégation :

*Le Directeur du Personnel
et de l'organisation des services,*

JEAN COSTET.